

sauvons nos emplois

L'USINE de St AUBAN plus grande entreprise des Alpes de Haute Provence est aujourd'hui gravement menacée.

COMMENT EN SOMMES NOUS ARRIVES LA ?

Hier ATO-FINA, aujourd'hui ARKEMA est l'héritier de fusions successives. Ses unités de production, trop nombreuses au goût des financiers (90 usines dans le monde, dont 60 en Europe) nécessitent des investissements lourds et ont besoin, pour certaines, d'être redéployées. Dans un article du journal Le Monde, en date du 06 octobre, il était indiqué « Des fermetures de sites vont devoir être négociées, au cours des prochains mois.... »

LA SITUATION DE L'USINE

Depuis cinq ans que TOTAL a repris ATO-FINA aucun investissement n'a été fait sur le site de St AUBAN, au contraire, tous les contrats de maintenance ont été revus à la baisse lors des renouvellements. L'état de l'usine à ce jour est de sa responsabilité.

L'usine est un site intégré basé sur la production de chlore (145000 tonnes an). Ce chlore est obtenu par électrolyse et utilisé comme matière première dans les autres ateliers.

- Le chlore sert à la fabrication de chlorure de vinyle monomère et de solvants chlorés
- Le chlorure de vinyle monomère est transformé en matière plastique
- Les solvants chlorés sont transformés en produits chlorés organiques

LA SALLE D'ELECTROLYSE EST DONC LE PIVOT DE L'USINE

POURQUOI TOTAL SE DESENGAGE DE LA CHLOROCHIMIE?

La vocation de TOTAL est la pétrochimie, lors de l'absorption d'ELF, ATO-FINA faisait partie du groupe. Aujourd'hui TOTAL Pétrolier se sépare des activités liées à la chimie, notamment la chimie de base fabriquée à St AUBAN. Ce désengagement est motivé par la lourdeur des investissements de ce secteur et la faiblesse du taux de profit dégagé.

**RASSEMBLEMENT LE 6 NOVEMBRE
PLACE PECHINEY A 10 H 30
A SAINT AUBAN**



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

42 Bd Victor Hugo 04000 Digne-les-Bains

tél.: 04.92.36.62.00 – Fax : 04.92.36.62.09 - E-mail : UNION.CGT.AHP@wanadoo.fr

LA SITUATION DE L'EMPLOI A St AUBAN CONCERNE LA FILIERE CHLOREE ET L'ENSEMBLE DES EMPLOIS INDUITS.

Depuis l'annonce par TOTAL de l'abandon de sa chimie dans les deux ans à venir, la Chlorochimie, et plus particulièrement Saint-Auban, est menacée.

Sous l'impulsion du syndicat CGT de l'usine, de multiples initiatives ont vu le jour.

Les élus du département ont été sensibilisés sur la situation inquiétante du site.

Cela a déjà débouché sur une question au ministre de l'industrie, posée conjointement par les deux députés et le sénateur du département.

Tous les indicateurs sont au rouge!

Qu'il s'agisse de l'entretien, avec les défaillances que nous connaissons tous, au mauvais état des installations qui conduit à une marche dégradée, aux problèmes qui en découlent concernant la sécurité et l'environnement !

La direction rajoute à cette situation le handicap structurel de Saint-Auban au niveau du transport du sel et des rendements des unités. Elle annonce également que les budgets d'entretien ne seront pas augmentés !!

QUI VEUT TUER SON CHIEN L'ACCUSE DE LA RAGE !!

TOTAL et ARKEMA ont une responsabilité accablante car ils ont refusé de maintenir l'outil de travail en état de marche normale.

Maintenant il ne faut plus attendre, TOTAL et ARKEMA doivent investir à Saint-Auban.

Il faut remettre en état la salle d'électrolyse, cela pérenniserait le site et permettrait de maintenir l'usine de St AUBAN à un niveau acceptable.

Pour l'énergie électrique, des investissements à court terme permettraient une économie substantielle (alimentation intégrale en 220 KV au lieu des 2/3 en 63 kV et 1/3 en 220 kV comme actuellement). Pour mémoire, la facture mensuelle de l'usine est de l'ordre de 3 millions d'euros.

C'est la condition de survie intangible du site tant au niveau industriel qu'au niveau des emplois.

IL EST URGENT D'AGIR POUR LE MAINTIEN DE L'USINE !

C'est pourquoi nous sommes favorables pour une aide publique sur le transport du sel afin d'assurer le maintien de la salle d'électrolyse.

Nous demandons donc aux élus de prendre des décisions allant dans le sens d'une aide publique telle que prévue lors de l'engagement pris par la région en 1999 si l'industriel conforte la salle d'électrolyse de St AUBAN. Cette mesure doit également s'accompagner de garanties de maintien d'emplois sur le site.

**TOUS ENSEMBLE
LE 6 NOVEMBRE**



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

42 Bd Victor Hugo 04000 Digne-les-Bains

tél.: 04.92.36.62.00 – Fax : 04.92.36.62.09 - E-mail : UNION.CGT.AHP@wanadoo.fr

LA SOUS TRAITANCE.

CAMOM, SRA TRANSFOR,
FRIELANDER, ORTEC, EGPBI,
SNEF, SPIE TRINDEL, ONET,

SECURIFRANCE et toutes les entreprises extérieures intervenant plus ponctuellement seraient touchées.

C'est le cœur de l'économie locale, l'ensemble de ces entreprises font vivre nombre de familles du carrefour.

LA S.N.C.F.

L'usine de St AUBAN représente pour l'année 2003:

- 445 000 tonnes transportées dont 210 000 tonnes de sel (1100 tonnes par jour, 4 fois par semaine) et 68000 tonnes de soude.
- Soit 70 % de l'activité fret de la gare de St AUBAN.
- C'est 25 agents SNCF dont 11 qui dépendent directement de l'activité de l'usine.

On mesure les conséquences et les répercussions fonction des décisions futures. La gare fret de St AUBAN c'est aussi le trafic de l'usine SANOFI à Sisteron, du placoplâtre à LARAGNE, transport de bois en saison, etc...

QU'ADVIENDRA T IL DE CES TRANSPORTS ?

Surtout que le trafic des eaux de CHORGES vient d'être abandonné au motif de la rentabilité, il représentait 1500 wagons par an.

Il est également annoncé la suppression de 2 trains de marchandises, origine et terminus St AUBAN, à compter du 13 décembre 2004.

Cette décision découle du plan *Veron "plan fret 2006"*. Plan d'économie et d'assainissement financier, dont l'objectif est d'équilibrer les comptes, qui passe par une refonte de la grille tarifaire et une hausse de la productivité.

La SNCF envisage 2500 suppressions de postes dans ce secteur d'activité. On privilégie ainsi une politique de marge financière à une politique de volume transporté.

En contre partie de quoi le gouvernement s'engage à verser une aide de l'état qui fait l'objet de négociations à Bruxelles au nom du respect des règles de la concurrence !!!!

Toutes ces marchandises vont se retrouver sur la route quand on sait qu'un wagon de 80 stères de bois est égal à deux camions et que 1500 wagons d'eau de CHORGES équivalent à 2250 camions.

Les risques en terme de sécurité routière et environnementale ne sont plus à démontrer.

Remise en cause du service public ferroviaire et de ses missions d'aménagement du territoire, répercussions sur l'emploi et l'activité économique des Alpes de Haute Provence.

Le plan fret 2006, plus l'arrêt de l'activité de l'usine de St AUBAN provoquent de vives inquiétudes parmi les cheminots et leurs familles.

L'HEURE DES CHOIX A SONNE

La pérennisation de la ligne des Alpes est posée à brève échéance.

**TOUS ENSEMBLE
LE 6 NOVEMBRE**



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

42 Bd Victor Hugo 04000 Digne-les-Bains

tél.: 04.92.36.62.00 – Fax : 04.92.36.62.09 – E-mail : UNION.CGT.AHP@wanadoo.fr

LES SALINS DE GIRAUD

- Effectif 150 salariés
- La fourniture de sel pour Saint-Auban représente entre 250 et 300 000 t/an, soit entre 33% et 40% de la production totale (750 000 t/an) pour un effectif de 150 personnes
- Si le contrat de Saint-Auban, qui est le seul contrat fixe, est supprimé, cela peut conduire à la fermeture des Salins de Giraud !! Une autre partie du sel est livrée à différents pays en Europe et le reste sert au déneigement

Conséquences :

◆ Sociales:

Licenciements ou plan social, voir fermeture des salins et mort du village des Salins de Giraud !

- ◆ Ecologique: *les Salins de Giraud (d'une superficie de 14 000 hectares, soit 1/3 de la Camargue) de par leur exploitation favorisent la nidification des flamands roses dans les étangs (1^{er} en Europe). Si l'on arrête l'exploitation, les étangs se transformeront en friches avec modification de l'écosystème !!*
- ◆ *Les digues de protection du littoral ne seront plus entretenues par les Salins du Midi, avec les conséquences que l'on connaît !!*

AUTRES CONSEQUENCES

La remise en cause de l'existence de la ligne des Alpes peut également avoir des conséquences graves sur le développement de SANOFI-AVENTIS. L'activité industrielle et la possibilité d'accueillir de nouvelles molécules dépendent du niveau d'aménagement du territoire nécessaire (transports, communication...).

La fermeture du site ne serait pas sans incidences sur la présence des différents services publics des Alpes de Haute Provence.

La taxe professionnelle (9685000 euros) génère un développement et une amélioration des services publics de la commune de St AUBAN. Ces équipements profitent à l'ensemble du carrefour. Pour information, la masse salariale reversée par ATO est égale à 25486000 euros.

L'usine irrigue la vie des communes de toute la vallée de la Durance et d'une partie de la vallée de la Bléone. D'autres choix sont possibles, VIVRE ET TRAVAILLER DANS NOTRE DEPARTEMENT C'EST CELA ETRE REALISTE AUJOURD'HUI.

Les conséquences qu'auraient la fermeture du site dépassent le cadre communal, pour ces raisons c'est ENSEMBLE que nous devons MANIFESTER le :

**RASSEMBLEMENT LE 6 NOVEMBRE
PLACE PECHINEY A 10 H 30
A SAINT AUBAN**



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

42 Bd Victor Hugo 04000 Digne-les-Bains

tél.: 04.92.36.62.00 – Fax : 04.92.36.62.09 - E-mail : UNION.CGT.AHP@wanadoo.fr